



L N I
Place à la finale
de la coupe Charade
Cahier E



Éva Circé-Côté
Une tête à Papineau
Cahier F

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CI N° 118

LES SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 MAI 2010

2,44\$ + TAXES = 2,75\$

Multiculturel, dites-vous?

Cet homme vit le rêve du multiculturalisme canadien. Il est président de sa communauté, qui a sa mosquée et son école publique en banlieue de Toronto

LISA-MARIE GERVAIS

Toronto — Centres commerciaux, chaînes de restaurants, vertes pelouses et bitume. Située à une trentaine de kilomètres à peine au nord du centre de la Ville reine, Vaughan, une localité de 285 000 habitants, est un paradis de banlieusards... venus des quatre coins du globe. La communauté italienne catholique située dans Woodbridge, un secteur de Vaughan, est articulée autour d'une immense cathédrale se dresse quelque part au loin à droite de l'autoroute 400. À gauche, sur un ciel bleu immaculé se dessine Peace Village qui, avec ses maisons cossues en briques, constitue le cœur de Maple, dans la ville de Vaughan.

«On croit qu'il y a de l'espace pour tous et que la diversité est notre richesse»

«Avant, on pouvait voir la mosquée depuis l'autoroute», raconte fièrement Hamid Rahman, un membre influent de la communauté musulmane ahmadie. Mais aujourd'hui, plus de 15 ans après sa construction, la mosquée Bait'ul islam est désormais cachée par les 330 maisons qui ont poussé comme des champignons tout autour.

C'est que la municipalité de Vaughan, qui n'a acquis le statut de ville de plus de 100 000 habitants qu'au début des années 1980, se développe à un rythme effréné. La population de ce qui était jadis de vastes champs de maïs et de tomates explose. Avec 10 000 nouveaux arrivants par année en moyenne, elle pourrait atteindre 430 000 habitants en 2030. «C'est la ville qui connaît la plus forte croissance au Canada», assure Mario Ferri, conseiller municipal.

Et les nouveaux habitants qui s'y installent



FRANÇOIS PESANT

«C'est un sentiment tout à fait normal et naturel que de vouloir se regrouper entre personnes qui ont les mêmes antécédents. [...] On ne devrait pas avoir peur de la non-assimilation. On travaille, voyage et interagit avec la société canadienne», dit Lal Khan Malik, président de la communauté musulmane ahmadiyya du Canada.

VOIR PAGE A 10: MULTICULTURALISME

■ Autres textes en pages A 6 et A 7

SOMMETS DU G8 ET DU G20

Trois jours de sécurité coûteraient autant que 5 ans de santé maternelle

HÉLÈNE BUZZETTI
ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Alors que la vérificatrice générale du Canada a annoncé hier qu'elle enquêtera sur le coût de la sécurité des sommets du G8 et du G20, le Nouveau Parti démocratique invite Ottawa à consacrer une somme proportionnelle à son initiative en santé maternelle. Le NPD estime que le Canada devrait allouer 1,4 milliard de dollars sur cinq ans à ce projet, une goutte d'eau à son avis en comparaison du milliard qui sera dilapidé pour garantir la sécurité de 20 chefs d'Etat pendant trois jours.

Le premier ministre Stephen Harper dit vouloir faire de l'amélioration de la santé des femmes dans les pays en voie de développement le projet-signature de sa présidence du G8. Or, à quatre semaines de la tenue du sommet, le Canada n'a toujours pas annoncé combien d'argent il est prêt à consacrer à cette initiative.

«Le Canada doit promettre une somme significative d'argent frais, a lancé le député Paul Dewar en conférence de presse hier. Pas de l'argent déplacé, pas de l'argent ré-annoncé, pas de l'argent présenté avec une nouvelle étiquette. Du nouvel argent.»



Bev Oda

En comité parlementaire cette semaine, la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a plutôt indiqué que les sommes — non chiffrées — seraient puisées à même l'augmentation de 8 % du budget global de l'ACDI accordée cette année.

Pour le NPD, ce n'est pas acceptable, car l'ACDI avait probablement déjà décidé comment dépenser son budget additionnel. «C'est du vieux argent, juge M. Dewar. Ce 8 % est déjà budgété. S'ils coupent de manière radicale dans d'autres programmes, alors nous avons un problème. Déplacer de l'argent n'est pas le but de cet exercice.»

Le NPD a cité des évaluations internationales établissant à 30 milliards de dollars l'argent nécessaire d'ici 2015 pour sauver la vie de 10 millions de

VOIR PAGE A 10: SÉCURITÉ



MATHIEU BÉLANGER ET JACQUES NADEAU LE DEVOIR

PERSPECTIVES

Entre la haine et la gentillesse

■ À lire en page B 1

Est-ce la fin des abeilles?

L'agriculture menace un insecte dont elle a pourtant besoin

LOUIS-GILLES
FRANCEUR

L'agriculture a terriblement besoin des abeilles, mais ses pratiques nouvelles participent grandement, quoique dans une mesure difficile à déterminer, au déclin généralisé de ce pollinisateur et de ses cousins sauvages partout sur la planète.

Certes, on a identifié plusieurs problèmes dont les impacts directs sont plus visibles comme les empoisonnements aux pesticides et le Varroa, un acarien qui décime les ruches étasuniennes depuis 20 ans mais qui pose un problème sérieux ici depuis 2003 environ, alors que ce parasite faisait perdre aux apiculteurs 50 % de leurs ruches. En 2006, le fléau a frappé 80 % des ruches, précise Jocelyn Marceau, coordonnateur de la filière apicole au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

Le Varroa n'est pas le seul qui contamine les ruches, ajoute aussitôt Christian Macle, le président d'Intermiel, un des plus importants apiculteurs du Québec, installé à Mirabel avec quelque 4000 ruches. M. Macle utilise maintenant une troisième génération de produits antiparasitaires en raison de la résistan-

«L'agriculture veut aujourd'hui un champ propre, alors que c'est une pratique destructrice pour les abeilles, et donc pour l'agriculture»

ce développée par le vilain.

Madeleine Chagnon, une biologiste spécialisée en apiculture de l'UQAM et de Laval, voit de nouveaux problèmes avec les OGM et avec les nouvelles semences enrobées de pesticides qui finissent par se retrouver dans le pollen et les butineuses. Aujourd'hui, 100 % du maïs planté au Québec est enrobé de pesticides, dit-elle, mais ça ne



NEWSCOM

VOIR PAGE A 10: ABEILLES

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées	B 5
Annonces.....	C 9	Monde	C 7
Avis publics.....	C 6	Mots croisés.....	D 5
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 4
Carrières.....	C 5	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 9	Rencontres.....	D 4
Économie.....	C 1	Sports.....	C 9
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	C 7

SOLAIRES

Les yeux de Kim Cattrall
Lunettes Solaires par IRIS



Kim Cattrall

FENDI

COACH
EST. 1941

EMPORIO ARMANI
00000000

Dior

GUCCI

Mani Jim



Jusqu'au
31 mai 2010.

- IRIS paie les taxes sur les lunettes solaires.
- Recevez une Carte IRIS de 50\$ avec tout achat de lunettes solaires.
- Courez la chance de gagner un voyage de 5 jours pour 4 à New York.

IRIS
iris.ca

Accord D Desjardins Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par LoyalOne, Inc. et IRIS, Le Groupe Visuel (1990) Inc.

ACTUALITÉS

Six constats d'infraction contre Alain Pigeon

La FTQ prend la défense son numéro 2

KATHLEEN LÉVESQUE

La FTQ-Construction ne voit pas matière à s'inquiéter dans le fait que son directeur général adjoint, Alain Pigeon, partage son temps entre ses activités syndicales et ses projets dans la construction résidentielle.

En réaction aux révélations du *Devoir* concernant les six constats d'infraction émis par le Directeur des poursuites criminelles et pénales contre Alain Pigeon, la FTQ-Construction s'est portée à la défense de son numéro 2. M. Pigeon aurait agi comme entrepreneur sans détenir de licence en vigueur pour

la construction en 2008 de six résidences à Granby.

Pour la FTQ-Construction, M. Pigeon n'était pas l'entrepreneur du projet, mais «il a fait appel à des entrepreneurs pour ne pas être en conflit d'intérêts», a expliqué hier le porte-parole du syndicat, Éric Demers.

Selon Alain Pigeon, son deuxième emploi se limite à des investissements personnels. M. Demers a renchéri: «Il investit pour garnir son fonds de pension et il le fait dans un milieu qu'il connaît.»

Par ailleurs, le syndicat estime que les activités de M. Pigeon à l'extérieur du cadre de

la FTQ ne nuisent en rien à sa prestation au travail non plus qu'à la perspective de défense des travailleurs de la construction. «Alain Pigeon remplit ses fonctions de façon exemplaire», a assuré Éric Demers.

Outre le dossier de Granby, M. Pigeon a mené au moins un autre projet de construction résidentielle, à Sherbrooke, mais sous la bannière d'une autre entreprise, ACJSS. Cette entreprise n'est pas enregistrée dans le répertoire des entrepreneurs de la Régie du bâtiment.

Par ailleurs, le collègue de M. Pigeon Dorima Aubut, qui siège à la vice-présidence du

comité exécutif de la FTQ-Construction, aurait également des activités dans l'industrie de la construction autres que syndicales.

En octobre 2006, M. Aubut a acheté un terrain à Saint-Donat, dans Lanaudière, pour 5000 \$. Il a obtenu, à titre d'entrepreneur, un permis de construction pour une résidence de deux étages; les travaux étaient alors évalués à 140 000 \$. Six mois plus tard, il a revendu le tout pour la somme de 187 000 \$, comme l'indique l'acte notarié entre M. Aubut et les acheteurs.

Le Devoir

Congrès 2010 de la Fédération des sciences humaines du Canada

Comment réconcilier les enfants-soldats avec leur passé immoral?

ÉMILIE BOMBARDIER
STÉPHANE BAILLARGEON

Le sujet des sciences humaines, c'est l'humain, trop inhumain. C'est par exemple cet enfant de 13 ans, enrôlé de force dans un groupe armé de l'Amérique latine, et dont l'histoire a été racontée par la professeure Cecilia Wainryb, hier matin, à l'Université Concordia, dans le cadre de la première journée du Congrès 2010 de la Fédération des sciences humaines du Canada.

L'ancien enfant-soldat avait 17 ans quand Mme Wainryb lui a demandé de se rappeler sa première expérience violente. Il a confié avoir participé à une tuerie épouvantable pour venger l'assassinat de trois de ses cousins. «Nous avons tué 25 membres des forces paramilitaires et en avons capturé une dizaine», a expliqué le jeune. Le commandant nous a ordonné de les démembrer et d'envoyer les morceaux à leur famille.»

Ce qui fut fait. L'adolescent enragé a découpé une victime à la scie électrique, les doigts, puis les bras, puis les pieds, jusqu'aux yeux de sa victime, qui ont été remis à sa mère.

Mme Wainryb, du Département de psychologie de l'Université de l'Utah, ouvrait la conférence intitulée *Dénoncer: les enfants humiliés, avilis, bafoués* à laquelle participaient trois autres chercheurs spécialisés dans l'aide aux enfants. Elle-même s'intéresse à la reconstruction d'une architecture morale chez les anciens enfants-soldats.



LIONEL HEALING AGENCE FRANCE-PRESSE

Il y aurait entre 300 000 et 500 000 de jeunes enfants-soldats dans le monde, certains âgés d'à peine sept ou huit ans.

Reconnaître ses torts

Il y aurait entre 300 000 et 500 000 de ces jeunes assassins dans le monde, certains âgés d'à peine sept ou huit ans. Un protocole onusien interdit leur recrutement, mais il n'est visiblement pas respecté par les groupes armés qui kidnappent des enfants pour les réduire à l'esclavage et les enrôler de force, y compris dans les escadrons de la mort.

Leur réintégration pose le problème de la réconciliation avec soi-même. Comment retourner à la vie «normale» après avoir commis des atrocités, tué, pillé, violé?

«En parlant du temps où ils violentaient les autres, les enfants viennent à s'interroger sur ce qu'ils ont fait et pourquoi ils ont agi ainsi», dit la psychologue. Ce questionnement constitue une part essentielle de leur développement moral. [...] La tâche de la réconciliation est particulièrement difficile. Il ne faut pas tomber dans l'immoralisme. Il faut que les anciens enfants-soldats reconnaissent le mal, l'immoralité de leurs actions sans se réduire à leurs mauvaises actions du passé. Il faut qu'ils finissent par s'accepter comme êtres complexes, capables de bonnes et de mauvaises actions.»

constate dans la plupart des stratégies d'aide humanitaire.

«Les organismes ne s'occupent que de la reconstruction matérielle au lendemain d'une guerre. La destruction la plus considérable est pourtant invisible. Un enfant à qui l'on présente une nouvelle paire de souliers n'en voudra probablement pas. Ce qu'il souhaiterait recevoir, c'est un fusil pour se venger. C'est cette dynamique qu'il faut renverser. Il faut créer une nouvelle aide humanitaire.»

Sans jamais rester cantonné au rôle de spectateur, l'artiste d'origine iranienne encourage également à sa façon le témoignage des âmes les plus bouleversées. Ayant mis sur pied magazines, stations de radio et diverses autres tribunes communautaires en Afghanistan, sa vision d'une intervention plus bénéfique et plus efficace repose sur l'éducation et le dialogue.

Le Congrès 2010 des sciences humaines se poursuit la semaine prochaine sur le campus de l'Université Concordia.

Le Devoir

Détresse sur le vif

La profonde détresse à laquelle Mme Wainryb tente de remédier, Reza Deghati, alias «Reza», l'a saisie sur le vif en 25 ans de conflits armés et dans une centaine de pays. Le photographe émérite, qui donnait la deuxième d'une série de conférences consacrées aux droits de la personne, manifestait d'ailleurs son inquiétude devant l'absence de soutien moral qu'il

ROLEX



OYSTER PERPETUAL DAY-DATE
EN OR JAUNE 18 CARATS

Bijouterie
Gambard
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

Congédié ?

Voyez

François Gendron

AVOCAT

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie
DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES • COUPLES

25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630

VIEUX-MONTRÉAL

ACTUALITÉS

**Bijouterie
Gambard**
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Les méthodes des hôpitaux québécois sont mal adaptées aux aînés

Plus du tiers des nombreuses personnes âgées qui font un séjour à l'hôpital en ressortent avec des pertes d'autonomie

LOUISE-MAUDE
RIOUX SOUCY

Certaines pratiques courantes dans nos hôpitaux ont des effets dévastateurs sur la santé des personnes âgées. Un état des lieux réalisé par des experts des instituts universitaires de gériatrie de Montréal et de Sherbrooke montre qu'un séjour à l'hôpital pour une bête fracture de la hanche ou une légère pneumonie vient souvent de pair avec des pertes fonctionnelles qui sont loin d'être anodines chez les personnes âgées. Une réalité que le ministre de la Santé souhaite changer.

Alors que le Québec se prépare à voir ses aînés surpasser en nombre ses enfants d'ici 2021, le document, dont *Le Devoir* a obtenu copie, met en lumière le manque de préparation de nos hôpitaux en prévision de cette importante vague grise. Déjà, les aînés mobilisent 45 % des hospitalisations alors qu'ils ne représentent que 14 % de la population. En 2036, les plus de 65 ans formeront alors plus du quart de la population, un poids que notre réseau public ne peut assumer.

Et pour cause. Malgré la mise en place d'unités de courte durée gériatriques (UCDG) un peu partout au Québec, la majorité des soins hospitaliers accordés aux personnes âgées ne sont toujours pas adaptés à leurs besoins, constate le groupe d'experts présidé par la gériatrie Marie-Jeanne Kergoat. «*À l'hôpital, la personne âgée fait face à une organisation qui [...], par une approche de soins par organe, une philosophie peu individualisée d'immédiateté et de vitesse, va à l'encontre de ses besoins et peut contribuer à la survenue de complications.*»

En fait, plus du tiers des patients âgés hospitalisés en soins aigus subissent un déclin fonctionnel, lit-on dans ce document intitulé *L'approche adaptée à la personne âgée en milieu hospitalier*. Parmi ceux-ci, 40 % présenteront une atteinte dans plus de trois activités de la vie quoti-



Chez la clientèle dont la mobilité est moins assurée, un alitement de 24 heures suffit pour entraîner une perte de la mobilité autonome.

JOEL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

dienne (se laver, s'habiller, marcher ou se nourrir, par exemple). Pour plus de la moitié, la situation va persister au-delà de trois mois, au risque de déclencher un déclin progressif et irréversible.

Des pratiques nuisibles

Au banc des accusés, des processus de soins inadéquats qui favorisent le développement de pathologies menant à des pertes d'autonomie, certaines passagères, d'autres irréversibles. Il suffit parfois de quelques jours d'hospitalisation, voire d'un seul, pour que des pertes soient notées. Les personnes âgées de 75 ans ou plus perdent en effet de 5 à 10 % de leur masse musculaire par semaine d'alitement. Chez la clientèle dont la mobilité est moins assurée, un alitement de 24 heures suffit pour entraîner

une perte de la mobilité autonome. Le principe vaut pour l'installation prématurée d'une sonde urinaire ou d'une couche, souvent motivée par un manque de personnel, mais qui entraîne rapidement l'incontinence.

Le comité recense ainsi une foule de «*pratiques par défaut*» qui «*nuisent à la santé des personnes âgées hospitalisées*». La liste des doléances est longue: environnement hostile ou mal adapté, dépersonnalisation des soins, alitement plus ou moins prolongé, mauvais usage médicamenteux, procédures infantilisantes, malnutrition, un mal qui touche par ailleurs 35 % des patients âgés à l'admission mais qui grimpe à 50 % au congé.

Des petits gestes pour améliorer les choses

Pour en contrer les effets, les experts mettent en avant une

foule de petits gestes quotidiens qui peuvent avoir un impact. Prendre le repas dans un fauteuil plutôt qu'au lit, encourager la marche plutôt que l'alitement, instaurer un horaire mictionnel, limiter la mise en place de cathéter, assurer le port des lunettes, des prothèses auditives ou du dentier. Bref, tout pour favoriser l'autonomie et la mobilité des patients.

La démarche suppose la révision complète de la philosophie de soins dans nos hôpitaux. Comment? En passant d'un «*modèle biomédical, ciblant l'amélioration de l'organe ou du système malade, à un modèle intégrateur psychosocial centré sur la personne et ses objectifs de vie, qui vise autant la récupération fonctionnelle que le traitement approprié de la maladie*», lit-on dans cet important cadre de référence publié en janvier dernier.

EN BREF

PLC: Robillard présidente de l'aile québécoise

Lucienne Robillard a été nommée présidente de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada à la suite d'un vote unanime du conseil de direction, jeudi soir. Elle remplace ainsi Marc Lavigne, qui a démissionné le 14 mai, après quelques mois en poste. Mme Robillard, ex-ministre dans les gouvernements de Jean Chrétien et Paul Martin et au sein du gouvernement de Robert Bourassa à Québec, avait accepté, en début d'année, de reprendre un rôle actif au sein du parti à titre de coprésidente de la prochaine campagne électorale. Michael Ignatieff a tenu à remercier M. Lavigne pour sa loyauté envers le parti. L'autre candidat en lice était Stéphane Lacoste, l'actuel secrétaire de l'organisation et proche de Denis Coderre, ancien lieutenant au Québec de M. Ignatieff qui a démissionné fin septembre en accusant la garde rapprochée de Toronto de tirer les ficelles au PLC. — *La Presse canadienne*

Le Madrid vendu?

L'emblème kitsch de l'autoroute 20 entre Montréal et Québec, arborant fièrement dinosaures géants et camions monstres, le restaurant Le Madrid pourrait être vendu sous peu, rapportent *Le Nouvelliste* et le *Courier Sud*. L'actionnaire principale, Julie Arel, confirme que des pourparlers sont en cours. La vente pourrait se concrétiser d'ici un mois, ajoute également son conjoint, Daniel Paulin. Une des clauses de la vente: conserver les fameux dinosaures et *bigfoot*. L'identité de l'acheteur potentiel demeure inconnue. Le groupe Facebook «Contre la démolition du Madrid» rassemble déjà 1222 membres. — *Le Devoir*

Le Devoir

Incendies de forêt

Les pompiers resteront en alerte

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Les incendies de forêt tiendront en alerte les pompiers encore ce week-end, alors que des vents pourraient alimenter les brasiers qui ont déjà ravagé 400 000 hectares.

Une soixantaine d'incendies faisaient rage hier soir, dont 13 étaient hors de contrôle. À La Tuque, le porte-parole de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), Marcel Trudel, a indiqué que son équipe s'attendait à une journée plus difficile aujourd'hui, avec vents soufflant à 30 km/h.

Le secteur le plus touché comprend un large corridor est-ouest, de La Tuque jusqu'au réservoir Gouin et Val-d'Or. Des évacuations ont eu lieu dans quatre communautés de Haute-Mauricie. Évacuée, la communauté de Wemotocci compose avec un contexte difficile et le chef Simon Coo-Coo a souhaité que les autorités déclarent son territoire «*zone sinistrée*».

Mais il faudra prévoir plusieurs jours avant de venir à bout du feu dans le secteur du territoire autochtone, qui vient de recevoir l'appui de pompiers venant du Maine.

Par ailleurs, près de la moitié de la communauté de Manawan, soit un peu plus d'un millier de personnes, a été évacuée vers Joliette.

À Obedjiwan, une centaine de citoyens, surtout des personnes ayant des problèmes de santé, ont aussi été évacués. À Parent, une quinzaine de ci-

toyens souffrant de la fumée ont également été évacués.

Des renforts sont d'ailleurs arrivés hier d'autres provinces et d'États de la Nouvelle-Angleterre. On estime que mille sapeurs-pompiers travaillent à éteindre les brasiers.

Après la pluie...

Selon le chercheur au Centre de foresterie des Laurentides Martin Girardin, ces incendies impressionnent entre autres parce qu'ils se sont faits plus rares dans la forêt boréale ces dernières décennies. «*En 1910-1920, 22 % de la forêt en Abitibi a brûlé. On n'a pas vu ça depuis*», rappelle ce spécialiste de l'histoire des incendies, qu'il reconstitue à l'aide des informations contenues dans les cernes de croissance des arbres. Alors que de périodes de sécheresse extrême sont de plus en plus fréquentes depuis 100 ans au nord, dans la taïga, la forêt boréale a plutôt essuyé davantage de précipitations dans la même période, révèle une étude qu'il a publiée en 2009.

«*Depuis deux ans, il pleuvait beaucoup et la SOPFEU n'avait pas beaucoup de travail*», contrairement à ce qu'on observe cette année, dit le chercheur. «*Les feux, c'est en dents de scie d'une année à l'autre*», souligne-t-il. Mais des années aussi dévastatrices que 1910-1920 sont à craindre. Car «*même avec des prévisions de réchauffement climatique optimistes, les modèles climatiques l'anticipent*».

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

29 mai - Journée nationale pour l'abeille domestique!

Plus qu'un insecte ordinaire...

L'abeille domestique est la championne des insectes pollinisateurs. Cette dernière génère un impact économique majeur en agriculture :

À travers le monde, les abeilles génèrent des revenus de 153 milliards de dollars, soit 10 % de la production agricole mondiale.

Aux États-Unis, elles engendrent 15 milliards de dollars et au Canada, 1,7 milliard de dollars.

Soixante-dix pour cent (70 %) des cultures ont besoin des insectes pollinisateurs.

35 % des aliments consommés dépendent de l'abeille!

La Table fillière apicole du Québec et le Centre de recherche en sciences animales de Deschambault (CRSAD) veulent sensibiliser la population au rôle indispensable de l'abeille domestique dans notre alimentation quotidienne et dans le maintien de la biodiversité végétale par son travail de pollinisation.



En ce jour, reconnaissons son rôle fondamental pour l'humanité.



CRSAD
Centre de recherche en sciences animales de Deschambault

SOLDE MI-SAISON Jusqu'au dimanche 30 mai 2010.



COMPLETS
279,99 \$ et plus
Tailles fortes et élancées 299,99 \$
RETOUCHES GRATUITES*

VESTONS SPORT
149,99 \$ à 249,99 \$
Tailles fortes et élancées
159,99 \$ et plus
RETOUCHES GRATUITES*

CHEMISES HABILLÉES
29,99 \$ et plus
Tailles élancées 34,99 \$

CRAVATES
19,99 \$ et plus

*RETOUCHES GRATUITES par nos tailleurs sur les articles à moins de 50 % de rabais.

CHEMISES SPORT
Manches courtes
39,99 \$ et 49,99 \$
Tailles fortes et élancées
49,99 \$ et plus

POLOS Unis ou rayures
39,99 \$ et plus
Tailles fortes et élancées
49,99 \$ et plus

CHAUSSURES
Pointures 7 à 12
79,99 \$ / 99,99 \$ et plus

Sélection de vêtements dans certains magasins, jusqu'à
50% de rabais!

Bovet.ca

LE GRAND MAGASIN À MONTRÉAL 4475 boul. Métropolitain Est*
Sortie 76, voie de service côté nord entre Pie IX et Viau.

LAVAL Carrefour Laval*
MONTREAL Centre Rockland, Complexe Desjardins
RIVE-NORD Place Rosemère
QUÉBEC Place Ste-Foy*
RIVE-SUD Quartier Dix30*, Promenades St-Bruno
JOLIETTE Galeries Joliette
*Tailles fortes et élancées disponibles dans ces magasins.

ACTUALITÉS



LARRY DOWNING REUTERS

Le président américain, Barack Obama a effectué hier sa deuxième visite en Louisiane depuis la catastrophe pétrolière du golfe du Mexique, où il a pu constater de visu l'état des plages.

Marée noire

Le suspense sur la fuite se poursuit sur fond de rumeurs

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Le suspense se poursuit quant à la réussite de l'opération «top kill» visant à colmater la fuite de pétrole qui souille le golfe du Mexique. Des rumeurs de suspension des efforts circulaient hier, alors que le président américain Barack Obama visitait la Louisiane pour la deuxième fois depuis le début de la catastrophe.

«Nous allons persévérer», a déclaré Barack Obama. Le chef de la Maison-Blanche a promis aux habitants des côtes mazoutées qu'ils ne seraient «pas abandonnés». Il a par ailleurs annoncé qu'il triplait la main-d'œuvre aux endroits où le pétrole est arrivé ou est sur le point d'arriver.

Pendant ce temps, les techniciens de BP continuaient d'injecter des boues épaisses sous pression dans le puits. Selon le commandant des gardes-côtes, l'amiral Thad Allen, la boue a fait redescendre le pétrole dans la canalisation, mais sans stopper complètement le flux. Le p.d.g. de BP, Tony Hayward, a déclaré hier qu'il faudrait attendre environ 48 heures avant de savoir si l'opération est couronnée ou non de succès.

Or, selon le *New York Times*, BP a plutôt suspendu pour une deuxième fois en deux jours l'opération de colmatage. Un technicien désirant garder l'anonymat a déclaré au quotidien que l'injection de boues dans le puits avait été stoppée vers 14h30 hier. Les sources officielles, tant BP que le gouvernement américain, rapportent plu-

tôt que l'opération se poursuit.

Barack Obama s'est rendu à Port Fourchon, une des rares plages de sable de la côte de Louisiane. Il a pu constater de visu la présence du pétrole.

Barack Obama s'est ensuite rendu à Grand Isle, non loin de là, pour faire le point avec l'amiral Allen, en présence des gouverneurs de la Louisiane, de la Floride et de l'Alabama, des États situés le long du golfe du Mexique et concernés au premier chef par la marée noire. «C'est une attaque contre nos rivages, contre nos concitoyens, contre l'économie locale, a déploré Barack Obama. Les gens voient leur gagne-pain s'échouer sur la plage».

«Je suis ici pour vous dire que vous n'êtes pas seuls», a-t-il lancé aux habitants des régions sinistrées.

Selon les dernières estimations rendues publiques jeudi par l'Institut géologique américain, la marée noire est désormais la pire que les États-Unis ont connue et dépasse en ampleur celle provoquée en 1989 par le naufrage du pétrolier *Exxon Valdez* en Alaska.

D'après la directrice de l'Institut, Marcia McNutt, deux équipes distinctes de scientifiques utilisant des méthodes d'évaluation différentes ont calculé que la conduite endommagée le 20 avril laissait s'échapper au moins 1,9 million de litres par jour. La fuite, ajoutée-elle, pourrait même atteindre 3,8 millions de litres par jour.

Le Devoir
Avec l'Associated Press



LAISSEZ VOTRE ARGENT TRAVAILLER MÊME QUAND VOUS NE TRAVAILLerez PLUS

La gestion de votre portefeuille change du tout au tout à la retraite. Pour y voir plus clair, le service Vision retraite Desjardins¹ vous offre des solutions de placement qui facilitent la gestion de vos revenus de retraite tout en prolongeant la longévité de votre capital.

NOUVELLE
OPTION
de revenu de
retraite exclusive
à Desjardins

Portefeuilles profilés à capital garanti – Revenu de retraite

- Stabilité des revenus
- Capital et rendement garantis
- Solution de placement basée sur votre profil d'investisseur
- Admissible à l'assurance-dépôts²

Votre conseiller ou planificateur financier³ de Desjardins vous accompagne dans la gestion de vos revenus de retraite. Rencontrez-le dès maintenant!

RETRAITE

desjardins.com/retraite

Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

¹Certains services peuvent être offerts par d'autres partenaires Desjardins.
²Les Caisses Desjardins du Québec sont inscrites en vertu de la Loi sur l'assurance-dépôts auprès de l'Autorité des marchés financiers.
³Le planificateur financier agit pour Desjardins Cabinet de services financiers inc.

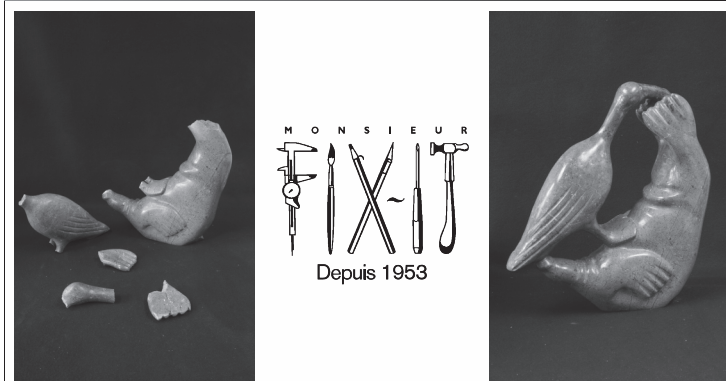
EN BREF

Le déficit canadien est moins important que prévu

Ottawa — Les dernières données financières révèlent que le déficit budgétaire du Canada pour l'année à venir sera bien en deçà du montant de 53,8 milliards inscrit dans le budget du mois de mars du ministre des Finances, Jim Flaherty. Le manque à gagner entre avril 2009 et mars 2010 était de 47 milliards, a indiqué hier le ministre des Finances dans sa revue financière. Néanmoins, il souligne que le déficit officiel pour l'année complè-

te ne sera pas connu avant septembre, lorsque les rectifications de fin d'année seront prises en considération. Les revenus pour l'année totalisaient 218,7 milliards, en baisse de 12,7 milliards ou 5,5 % comparativement à l'an dernier. La revue financière décrit ces résultats, et particulièrement ceux des revenus budgétaires, comme étant plus vigoureux qu'espérés dans le budget de 2010. Mais compte tenu des révisions et des incertitudes économiques qui prévalent, «le gouvernement juge que les projections fiscales présentées dans le budget de 2010 demeurent, de manière générale, d'actualité». — *La Presse canadienne*

Spécialiste dans la restauration d'objets d'art en pierre de savon, marbre, ivoire et albâtre



Nous restaurons tout...
sauf les cœurs brisés!

514 484-8332 www.themrfixit.com
4652, boul. Décarie, Montréal

Papeterie
Gasse - Noisette

Nous tenons en inventaire L'AGENDA MODERNE, agenda MIGNON, Exacompta, Quo Vadis etc.

Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30



porter
raffinée sur toute la ligne

20 % de rabais sur tous les vols Porter.

Passez l'été en ville.
Dans une autre ville.

Mentionnez le code VOYAGE20
Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages avant le 31 mai.



Vols au départ de Montréal. Réservez avant le 31 mai.

Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 20 %.
Mentionnez le code VOYAGE20 pour en profiter.

TORONTO 23 par jour 72* \$	HALIFAX Dès le 25 juin 96* \$	ST. JOHN'S Dès le 25 juin 128* \$	SUDBURY 120* \$	THUNDER BAY 112* \$
BOSTON 120* \$	CHICAGO 136* \$	NEW YORK 104* \$		

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages.

* Réservez avant le 31 mai 2010 pour vos trajets avant le 15 décembre 2010. Porter peut exiger des réservations jusqu'à 21 jours à l'avance. L'aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

www.flyporter.com

MULTICULTUREL,



Teston,

Compétition de saut en longueur à l'école publique Teston Village. 75 % des 560 élèves sont issus de la communauté musulmane ahmadie.



Deux jeunes étudiants de l'école Africentric de Toronto. L'endroit est le premier établissement scolaire 100 % noir de la ville.



À l'école du Black Power

Photos de François Pesant

Issue d'une lutte menée par la communauté afro-canadienne de Toronto, l'école Africentric a ouvert ses portes en septembre dernier

LISA-MARIE GERVAIS

Toronto — «Plutôt mourir que de devenir esclave!» Sourcils froncés, regard frondeur, le jeune Chase, âgé de huit ans, crie en agitant le poing. Ses talents d'acteur lui ont valu le rôle principal dans une pièce de théâtre musicale montée par sa classe de troisième. Derrière lui, dans la bibliothèque de l'école, se tiennent des incarnations hautes comme trois pommes de Malcolm X, Nelson Mandela et Martin Luther King, coiffées de dreadlocks, qui bientôt se déhancheront sur un succès de Michael Jackson. Ici, aucune chance de croiser le fantôme de l'opéra ou encore le Jean Valjean des *Misérables*, grand classique littéraire français. Non. Ce n'est vraiment pas la préoccupation de l'école alternative Africentric, la première école de Toronto 100 % noire.

«Les jeunes apprennent tout simplement à être fiers de leur histoire, de leurs origines. On suit le programme [du ministère de l'Éducation] de l'Ontario, mais on ajoute un peu de notre héritage afro pour le rendre plus riche pour nos élèves», explique Véronica Sullivan, responsable de la bibliothèque et des technologies de l'établissement public. La Commission scolaire du district de Toronto compte une quarantaine d'écoles alternatives entièrement subventionnées par la province.

L'école Africentric, qui a ouvert ses portes en septembre dernier, est issue d'une lutte menée par la communauté afro-

canadienne de Toronto, un peu à l'image de la longue marche des esclaves noirs vers la liberté. Elle jouit à tout le moins d'une popularité retentissante puisque 130 élèves, soit trois fois plus que le nombre attendu, y sont inscrits. Et la liste d'attente de quelque 60 noms continue de s'allonger.

Identité et réussite

Il y a une trentaine d'années, l'idée d'une école centrée sur l'histoire et les besoins de la communauté noire avait germé dans l'esprit de quelques leaders influents. Au fil des ans, le projet



s'est incarné dans une école primaire qui devait avoir pour mission de rehausser l'estime de soi et de renforcer le sentiment d'appartenance des enfants noirs — d'où qu'ils soient — à leur communauté et de contribuer à enrayer en amont l'effarant taux de décrochage scolaire (40 % chez les ados noirs).

Thando Hyman, la directrice de l'école, était prédestinée pour piloter le projet. Très impliquée dans la stratégie et la planification de la réussite des enfants noirs, cette détentrice d'une maîtrise en éducation avait passé en revue les facteurs de réussite scolaire des jeunes filles de la communauté et leurs résultats. «Il y a claire-

ment une corrélation entre l'identité, la confiance et l'estime de soi et leur capacité de réussir à l'école», a-t-elle noté.

Le 29 janvier 2008, après un débat enflammé, la Commission scolaire du district de Toronto (TDSB), la plus grosse au Canada, a voté à 11 contre 9 pour la mise sur pied d'une telle école. Un an après son ouverture, l'établissement suscite toujours la controverse. À la différence que certains parents et divers représentants de la communauté noire des environs de Toronto, réconfortés par cette victoire, se sentent encore plus aptes à défendre

«Ce serait bien que les enfants voient qu'ils ne sont pas seulement des consommateurs mais des producteurs d'Histoire»

—Thando Hyman

leur projet. «C'est tellement important pour les enfants de se voir reflétés dans la société et d'avoir des modèles», a expliqué la directrice.

Ségrégation?

Ainsworth Morgan, ex-footballeur professionnel devenu enseignant, déplore qu'on prête des intentions ségrégationnistes à l'école où vont ses enfants. «Ça me fait rire. C'est insulter les gens qui vivent dans la vraie ségrégation, là où c'est régi par la loi. Mais ici, c'est un choix fait par 100 % des parents», avance-t-il.

«On s'inquiète du sort des Noirs. Comment vont-ils fonctionner dans une société multiculturelle? Comment vont-ils interagir

avec les autres?... A-t-on les mêmes discussions sur les écoles de Blancs? Non. Tout le monde s'en fout. Ce n'est même pas un sujet de conversation, a-t-il dit. C'est parce qu'on croit que ceux qui font partie de la communauté dominante n'ont pas à s'ajuster. Moi, je dois dire à mes enfants qu'ils ont deux choses à apprendre. Ils doivent se connaître eux-mêmes et connaître l'autre, savoir comment fonctionner dans son univers.»

Mais n'est-ce pas au milieu familial de transmettre sa culture et ses valeurs? «Certains parents ne connaissent rien sur eux-mêmes, rien de la contribution des Afro-Canadiens au monde. Ils savent qu'ils sont noirs. Point, soutient Mme Hyman. Ce serait bien que les enfants voient qu'ils ne sont pas seulement des consommateurs, mais aussi des producteurs d'Histoire.»

Et enseigner à ces jeunes Noirs qui ils sont et d'où ils viennent n'omet aucun détail, pas même les pires clichés. Les Noirs savent se mouvoir magnifiquement bien, ont de belles lèvres pulpeuses et des cheveux crépus? Ici, on en parle. «Quelque chose d'aussi simple qu'une coiffure devient un sujet d'importance pour les enfants», confirme la charismatique directrice. À l'école Africentric, même les motifs des uniformes rappellent ceux des tissus africains.

Bien sûr, la réussite scolaire demeure une priorité. L'un des objectifs de l'école est que 80 % des enfants de troisième année puis-

sent lire à leur niveau. «On travaille beaucoup sur la lecture et le développement de la pensée critique, des compétences en phase avec notre pédagogie. Nos classes de 3^e, 4^e et 5^e année ont, par exemple, beaucoup fait de recherche-action sur Haïti, ce qui est très à propos avec tout ce qui arrive là-bas», explique Thando Hyman. N'empêche, le pari était risqué. Et nommer l'école «Africentric» est une prise de position sans équivoque qui prête le flanc à la critique. «J'aurais aimé qu'on n'utilise pas le mot «Africentric» pour désigner l'école. Ça fournit une cible à ses détracteurs et ça nous empêche d'avancer et d'avoir de réelles discussions sur le fond», croit M. Morgan.

L'heure du bilan

En cette fin d'année scolaire, tous les regards — surtout les plus sceptiques — sont tournés vers l'école Africentric. Mais la directrice admet qu'elle n'est pas en mesure de dresser un bilan des résultats. «Ça prend trois ou quatre ans avant de pouvoir tirer des conclusions à partir des données sur les résultats scolaires», rappelle Mme Hyman. L'année inaugurale, peu importe l'école, est souvent consacrée à disposer les pierres de fondation. C'est ce qu'on a fait avec notre équipe de profs, les parents et les élèves.»

Des problèmes? «L'espace», lance la directrice, qui y voit une preuve de succès, à tout le moins populaire. Africentric, qui se trouve sous le même toit qu'une autre école, la Sheppard Public School, devra s'agrandir ou chercher à déménager. Pour l'instant, le fait qu'elle ait pi-

gnon sur rue au nord du centre-ville de Toronto, près du parc Downsview dans le «L» formé par les autoroutes 400 et 401, sert bien la communauté noire, dispersée de Mississauga à Scarborough.

Winsome, une Jamaïcaine d'origine comme bien des parents qui envoient leurs enfants à l'Africentric, habite tout près de l'école, à quelques pas de Jane and Finch, un quartier connu pour sa forte concentration noire. Mais aussi son trafic de drogue et sa violence, dont les médias s'abreuvent. Elle tenait à ce que son fils de troisième année fréquente cet établissement, pas seulement pour sa spécificité. «Les professeurs sont excellents», affirme-t-elle. Winsome, qui a dû laisser sa carrière d'enseignante pour devenir nourrice lorsqu'elle est arrivée au Canada, a vu son fils s'améliorer. «Il a plus confiance en lui, est plus curieux et me pose beaucoup de questions sur notre culture et nos origines», dit-elle. Et ses résultats scolaires? «Attendons la fin de l'année», avance-t-elle.

L'école s'ouvrira l'an prochain aux élèves de 6^e année. Puis de 7^e et de 8^e... La directrice peine à prendre la mesure de tout ce qu'il reste à faire. «Il n'y a pas de think tank en éducation afro-centrique au Canada. Alors qu'on a un réel besoin d'enseignants, de penseurs dans ce domaine», constate-t-elle. Autant de gens qu'il faudra former, qui seront peut-être bien recrutés à même la pépinière de l'école Africentric.

Le Devoir

DITES-VOUS ?

« Les vendredis, la prière du midi se tient vers 13h30 à la mosquée. Si 75 % de mes élèves fréquentent la mosquée, comment vais-je les garder à l'école? »



traduisent pas simplement par la reconnaissance de certaines célébrations religieuses ou la vente de samossas toutes les deux semaines. Selon lui, il est primordial de valoriser les jeunes et le contexte socioculturel dont ils sont issus. Dans certains cas, il s'agit simplement de construire des ponts pour favoriser une meilleure compréhension. « Un canot n'est pas qu'un simple bateau. Mais en ourdou, il n'y a qu'un mot pour désigner une embarcation », explique M. Nimmo.

Accommodements

Parfois, ces accommodements vont plus loin. « Les vendredis, la prière du midi se tient vers 13h30 à la mosquée. Si 75 % de mes élèves fréquentent la mosquée, comment vais-je les garder à l'école? On leur permet alors de manger en classe et d'aller prier ensuite au gymnase, dit le directeur. Si des parents viennent me voir pour demander que leur enfant ait un endroit où prier, il est de mon devoir de leur en trouver un. »

Ici, le port du voile, que ce soit le hijab ou la burqa, ne suscite guère la controverse.

C'est un choix personnel et familial que l'école respecte entièrement. Les cours d'éducation physique sont donnés à des groupes mixtes. « Le seul moment où on sépare les filles des garçons, c'est à la piscine municipale », note M. Nimmo. À la demande de la communauté ahmadie, la municipalité a accepté d'installer un rideau dans la grande fenêtre qui donne sur la piscine. Les filles se baignent ainsi à l'abri des regards. Idem pour les garçons.

Or, précise Nadeem Mahmood, un parent siégeant au conseil de l'école et résidant à Peace Village, cet accommodement consenti par la ville de

Vaughan semble plaire aussi aux autres communautés installées dans la région, dont la communauté italienne. « Les femmes plus âgées sont bien contentes de ce système », assure-t-il.

Les cours d'éducation sexuelle, une composante des cours d'éducation physique, sont parfois contestés par plusieurs parents. David Nimmo privilégie ici le dialogue. « On envoie une lettre d'explication aux parents. On leur dit qu'on n'essaie pas d'imposer notre morale, que ce sont leurs valeurs qui priment. Mais on leur dit aussi qu'on présente aux enfants la sexualité en termes cliniques pour qu'ils n'apprennent pas ça dans la rue, de la mauvaise façon », a-t-il dit.

Les limites

Bien sûr, ces accommodements consentis par l'école ont des limites. Ainsi, on n'allait pas empêcher d'enseigner un professeur de maternelle très compétent mais dont la grosse voix autoritaire dérangeait les mères qui ne voulaient pas d'une figure si peu maternelle pour leurs bouts de choux. Les classes qui mélangent les élèves de deux niveaux déplaisent aussi aux parents, qui croient que les enfants du niveau plus avancé ne vont pas progresser. « Mais je me dois de respecter la loi qui oblige les commissions sco-

laire à s'assurer que les classes de 1^e, 2^e et 3^e année ne contiennent pas plus de 20 élèves », explique M. Nimmo, qui, encore une fois, privilégie le dialogue franc avec les parents.

À l'école publique Teston Village, deux professeurs sont musulmans, mais ils n'appartiennent pas à la communauté ahmadie. Aux parents qui le pressent d'engager quelqu'un de la communauté, M. Nimmo répond qu'il n'est pas maître de l'attribution des postes, qui relève du syndicat.

Malgré tout, cette gestion d'école, qui peut sembler révolutionnaire pour le Québec, ne saurait remettre en cause les objectifs de réussite scolaire. C'est justement parce que 81 % des élèves n'ont pas l'anglais comme langue maternelle que des ressources ont été déployées en renfort, insiste le directeur. Et dans un tel contexte, pourquoi ne pas célébrer la diversité? « Au moment des annonces avant le dîner, les enfants jouent de la musique des différents pays d'où ils viennent. Au cours d'une activité spéciale, on leur permet de porter leurs habits traditionnels. On est constamment en train de chercher des façons de se rapprocher d'eux », a-t-il conclu.

Le Devoir

le défi de l'équité

« Il faut voir comment on arrive à se comprendre, à travailler et à vivre ensemble en harmonie »

LISA-MARIE GERVAIS

C'est jour de compétitions d'athlétisme à l'école publique Teston Village, dans la ville de Vaughan, secteur Maple, en Ontario. Dans la cour, au plein soleil, les enfants rigolent et se chamaillent dans un mélange d'ourdou et d'anglais, participent aux activités de courses, de sauts en hauteur et en longueur. De jeunes filles portant le hijab prennent position à la ligne de départ. De l'autre côté de l'immense parc, derrière la cour d'école, la blancheur éclatante de la mosquée de Peace Village, une enclave musulmane, éblouit.

L'école Teston Village, qui accueille des enfants de la maternelle jusqu'à la 8^e année, est une école publique comme toutes les autres. À la différence que 75 % de ses 560 élèves sont issus de la communauté musulmane ahmadie, dont les membres, pour la plupart originaires du Pakistan, résident à Peace Village. Le reste de la clientèle de cet établissement, qui est financé dans sa totalité par le gouvernement ontarien, est un groupe hétérogène d'enfants parlant 24 langues différentes.

Dans le milieu de l'éducation depuis 25 ans, le directeur de l'école, David Nimmo, reconnaît que cela pose tout un défi.

« Mais c'est un défi dans le sens positif du terme. On a la communauté ahmadie, mais on a aussi beaucoup d'autres groupes. Il faut voir comment on arrive à se comprendre, à travailler et à vivre ensemble en harmonie. »

Les décisions qu'il prend sont guidées par les Board Policies and Procedures, une sorte de code d'éthique de la commission scolaire. « J'essaie de traiter tout le monde avec équité. Mais attention, équité ne veut pas dire égalité. Ce n'est malheureusement pas toujours juste [fair] », a-t-il indiqué.

Pourtant, M. Nimmo est très généreux sur les accommodements raisonnables, qui ne se



À l'école Teston Village, le port du voile, que ce soit le hijab ou la burqa, ne suscite guère la controverse.

LA VIE OFFRE BIEN PLUS QU'UNE VOLVO. IL Y A LA JOIE DE FÊTER LE RETOUR DU PRINTEMPS ET DE L'INTÉGRER À SON QUOTIDIEN. C'EST POURQUOI VOUS TROUVEREZ DES NOUVELLES OFFRES D'ALLOCATIONS EXCEPTIONNELLES PENDANT NOTRE ÉVÉNEMENT « LA VIE, C'EST LE PRINTEMPS ».



VOLVO C30 2011

379 \$

Mensualité de location basée sur un terme de 48 mois Avec un acompte de 650 \$*



+ 1,000 \$

En accessoires sans frais**

L'ÉVÉNEMENT « LA VIE, C'EST LE PRINTEMPS » DE VOLVO

découvrez-en davantage sur www.johnscottivolvo.com concessionnaires de livraison en Europe

Volvo, pour la vie



JOHN SCOTTI AUTO LTÉE 4315, boul. Métropolitain Est Saint-Léonard
1 888 378-3167

LUCIA

20%

de rabais sur toute la collection le samedi 29 et dimanche 30 mai.

ALAIN GIROUX

HÔTEL REINE ÉLIZABETH
900, René-Lévesque Ouest
Montréal (514) 861-8138

Le Projet choral

Martin Fillion, direction



Concert pour Haïti

Au bénéfice des Sœurs de la Providence

Sous la présidence d'honneur de
Monsieur Jean Doré

Cantate BWV 131 *Auf der Tiefen rufe ich, Herr, zu dir*
Johann Sebastian BACH

Motet du XVII^e français

Charpentier, de Broizard, du Mont, Moulinié, Bouzignac, Campra

Avec la participation de Mesdames
Catherine-Elvira Chartier, soprano,
Josée Lalonde, alto

et de Messieurs
Bernard Cayouette, ténor et
Martin Dagenais, basse

Dimanche 30 mai 2010, 14 h - 1431, rue Fullum, Montréal
15,00 \$ - 50,00 \$
Réservations et informations : (514) 397-4789 p. 3340



*Offres à durée limitée par l'entremise des concessionnaires Volvo participants aux acheteurs au détail admissibles seulement, sous réserve de l'approbation de crédit. Exemples de location sur la C30 T5 Level 1 2011. Taux de location annuel de 3,9 % pour 48 mois (à titre informatif seulement; taux de location annuel en vigueur de 6,97 % avec abandon de la remise en espèces pour les clients du financement/location). La mensualité est de 378,18 \$ avec un acompte de 650 \$ ou valeur de reprise équivalente; première mensualité et dépôt de garantie payables à la signature du contrat de crédit-bail. Obligation de location totale incluant l'acompte est de 18 801,68 \$. Les frais de transport et d'inspection préliminaire de 1 715 \$, les autres taxes et les frais d'immatriculation, d'assurance et d'enregistrement sont en sus. La location alloue un nombre total de 20 000 km (0,15 \$ par km supplémentaire). Les mensualités et les dépôts de garantie peuvent varier selon le choix d'équipements additionnels. Prix d'achat en fin de location, 15 792 \$ plus les taxes. **L'offre de 1 000 \$ en accessoires sans frais est disponible à la location ou à l'achat d'une Volvo neuve 2010 ou 2011. Le rabais des accessoires sans frais sera déduit du prix des accessoires admissibles avant taxes. Toute portion non utilisée de ce rabais ne sera pas remboursée et elle ne peut pas être accumulée pour s'en servir à l'avenir. À la place de l'offre de 1 000 \$ en accessoires sans frais, le client a l'option de recevoir un crédit de 500 \$ pour réduire le prix négocié avant taxes des véhicules admissibles. L'offre se termine le 31 mai 2010. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et peut devoir commander ou échanger le véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Votre concessionnaire Volvo vous donnera tous les détails. Les véhicules peuvent différer de l'illustration. ©2010 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. « Volvo, pour la vie » est une marque déposée utilisée sous licence par La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez toujours à boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocanada.com

ACTUALITÉS

L'Opus Dei
«donne la chair
de poule» au NPD

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le Bloc québécois n'est pas le seul parti à trouver déplacée la présence de l'Opus Dei sur la colline parlementaire. Le député du Nouveau Parti démocratique Pat Martin prétend que ce groupe chrétien lui «donne la chair de poule».

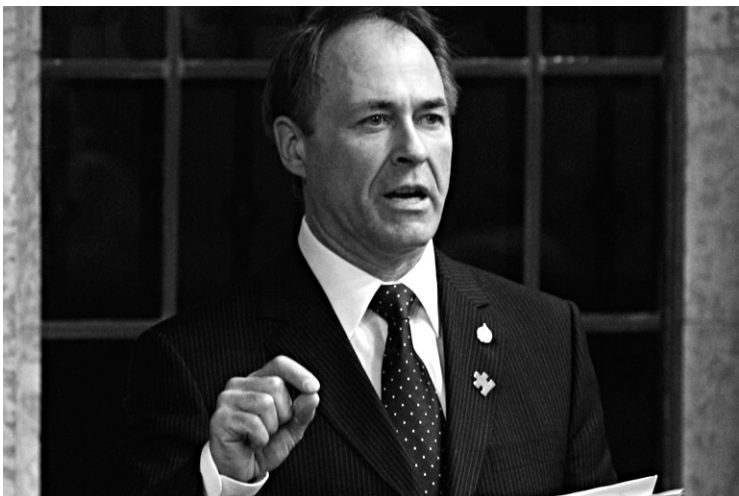
Prié de commenter les révélations du *Devoir* cette semaine, à savoir que le vicarier canadien de l'Opus Dei avait été invité au restaurant parlementaire pour rencontrer des députés et des sénateurs, Pat Martin n'a pas caché son dédain. «L'Opus Dei fait peur, a-t-il dit en affichant un rictus révélateur. Je ne peux pas comprendre pourquoi un député les inviterait sur la colline parlementaire. Je n'assisterais certainement pas à quelque événement leur étant rattaché. Ils me donnent la chair de poule.» Le député, qui se dit catholique, ne «fait pas confiance à ce genre de fon-

damentalistes, qui font peur».

Les conservateurs, au contraire, accusent de «bigoterie» ceux qui osent dénoncer la présence de l'Opus Dei dans les couloirs du pouvoir. «Nous avons la responsabilité de rencontrer tous les Canadiens. C'est pour cela que nous sommes élus, pour écouter leur point de vue. Je ne vois pas où est le problème», a lancé le député Dean Del Mastro.

M. Del Mastro déplore que les médias posent ce genre de questions. «Êtes-vous en train de dire que nous ne devrions pas rencontrer l'Église catholique, une des Églises fondatrices de ce pays?» Il s'attriste de ce genre de procès. «Les gens sont attachés à cause de leur foi. Hier [jeudi], nous avons entendu des commentaires qu'on pourrait assimiler à de la bigoterie de la part du Bloc québécois et c'est très dérangeant.»

Le Devoir



CHRIS WATTIE REUTERS

Le député du Nouveau Parti démocratique Pat Martin

Projet de loi 100

L'opposition est naturelle
mais passagère, croit Bachand

ROBERT DUTRISAC

Québec — Les dirigeants de sociétés d'État et les gestionnaires du réseau de la santé qui s'opposent aux compressions dictées par le projet de loi 100 font preuve d'une résistance au changement aussi naturelle que passagère, estime le ministre des Finances, Raymond Bachand.

«On est à l'étape de la résistance au changement avec toutes les bonnes raisons», a indiqué hier au *Devoir* Raymond Bachand, alors que se poursuivait l'étude de l'article par article du projet de loi 100 qui met en œuvre des dispositions du budget visant le retour à l'équilibre budgétaire.

Comme l'a rapporté *Le Devoir* cette semaine, des administrateurs et dirigeants de sociétés d'État et d'organismes publics ainsi que l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux (AQESS) s'insurgent contre les compressions «contre-productives» de l'ordre de 25 % créées par le ministre des Finances dans les dépenses de formation, de déplacement et de publicité. Tout en se pliant à l'objectif général du gouvernement de réduire de 10 % d'ici 2013 les «dépenses de fonctionnement de nature administrative», ces dirigeants ont dénoncé les coupes précises; ils veulent exercer leur jugement quant aux moyens à prendre pour arriver à l'objectif général.

Mais pour Raymond Bachand, il faut «changer la culture de gestion» dans l'administration publique. «Parlez-en à Lucien Bouchard: à un moment donné, si tu es incapable de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pour Raymond Bachand, il faut «changer la culture de gestion» dans l'administration publique.

changer, tu te tannes et tu mets 20 000 personnes à pied. Et là, tu arrives à ton chiffre. Moi, mon grand défi, c'est que mon 60 % n'est pas spectaculaire. Tu n'es pas capable de faire une manchette, il n'y a pas de brebis égarées sur la place publique», a-t-il avancé. Le ministre faisait référence à l'engagement contenu dans son budget qui veut que 60 % de l'effort requis pour retrouver l'équilibre budgétaire soit fait par l'État tandis que les hausses de tarifs et de taxes compteront pour le reste.

Raymond Bachand refuse d'abolir cette compression de 25 % en dépit de la contestation. Il en a toutefois précisé les modalités hier. La réduction de 25 % s'appliquera de façon globale. Les organismes qui ne voudront pas réduire leurs dépenses de

formation pourront se rattraper en diminuant de plus de 25 % les dépenses de publicité, par exemple.

Dans le domaine de la santé, le ministre a corrigé une aberration du projet de loi: les salaires versés aux médecins résidents en formation ne seront pas considérés comme des dépenses de formation à rogner. Aussi, la réalité aura droit de cité: il sera tenu compte «des réalités qui sont propres à chaque milieu», écrit-il dans un communiqué diffusé hier. Enfin, le ministre a présenté un amendement qui permettra aux différents ministres de donner des directives à l'égard des compressions, en particulier dans la santé et l'éducation.

Le Devoir

Nature Québec
propose des
aires protégées
moins strictes

LIA LÉVESQUE

Le Québec devrait développer à sa façon un réseau d'aires protégées, mais des aires spéciales, permettant tout de même une utilisation durable des ressources naturelles.

C'est ce que recommande un regroupement d'organismes touchés par la conservation de la nature, dont des trappeurs, chasseurs, pêcheurs et établissements de plein air.

Ces groupes proposent au gouvernement du Québec de créer une nouvelle catégorie d'aires protégées, adaptées aux réserves fauniques, aux zones d'exploitation contrôlée et aux pourvoirs. Il s'agirait en fait d'«aires protégées avec utilisation durable des ressources naturelles».

Dans ces aires protégées, les autorités permettraient la tenue d'activités de chasse, de pêche et de piégeage, voire une forme d'exploitation forestière, mais dans une optique de protection de la biodiversité, explique en entrevue Louis Bélanger, responsable de la commission forêt chez Nature Québec.

Ces aires moins strictement protégées serviraient en quelque sorte de zones tampons entre les aires protégées de façon stricte et les aires plus généralement exploitées.

«On a tendance à tout voir en noir et en blanc. Et ce que les autorités internationales nous disent, c'est qu'il faut qu'on crée ces zones plus ou moins gris pâle, qui vont permettre d'être complémentaires aux aires protégées strictes comme les parcs nationaux», explique M. Bélanger.

Le groupe de travail n'a pas chiffré le nombre de ces aires protégées nouveau genre qu'il voudrait voir établies sur le territoire du Québec. Chose certaine, il tient à ce que ces aires ne soient pas incluses dans l'objectif que le gouvernement du Québec s'est déjà donné, soit de voir protégé 12 % du territoire québécois d'ici 2015.

«Même avec un 12 %, à l'échelle de la planète, c'est reconnu que ce pourcentage-là est insuffisant pour vraiment protéger la biodiversité», justifie M. Bélanger.

«C'est une révolution», ce concept d'aire protégée, opine M. Bélanger.

«C'est un type d'aire protégée qui est nouveau en Amérique, qui est généralisé en Europe et en Asie, mais qui est nouveau en Amérique. Donc, il y a pour certains groupes un genre de prudence ou de scepticisme», rapporte-t-il.

Le groupe conseille d'ailleurs de commencer par des projets pilotes «dès maintenant» pour éventuellement développer tout un réseau.

Le groupe de travail propose même deux noms possibles pour ces aires nouveau genre: «réserve naturelle régionale» ou «paysage naturel régional».

Le Devoir

La Presse canadienne

La rue McTavish devient
finalement piétonne

JEANNE CORRIVEAU

Une nouvelle zone piétonne a été inaugurée hier au centre-ville de Montréal sur le campus de l'Université McGill. La circulation automobile sera désormais interdite de façon permanente sur un tronçon de la rue McTavish, vingt ans après une tentative ratée pour piétonniser cette artère.

En 1990, l'Université avait entrepris de chasser les voitures de la rue McTavish, mais en vain. «Il y avait eu une révolution. Les professeurs voulaient leur automobile et le projet n'avait pas été accepté. Aujourd'hui, personne ne s'y oppose», a relaté hier le maire Gérald Tremblay, qui participait, aux côtés de la principale et vice-chancelière de l'Université McGill, Heather Munroe-Blum, à l'inauguration de la zone piétonne. Bancs et bacs à fleurs ont remplacé les espaces de stationnement sur le segment de la rue McTavish entre

la rue Sherbrooke et l'avenue du Docteur-Penfield.

Pour rendre son campus plus convivial aux piétons, l'Université a également supprimé le parc de stationnement situé derrière le pavillon de la Faculté des arts et interdit aux voitures l'accès au portail Roddick de la rue Sherbrooke. En tout, 144 espaces de stationnement ont disparu dans cette opération de verdissement.

Si les mentalités ont changé, les projets de piétonnisation se réalisent tout de même au compte-gouttes dans la métropole. La rue Sainte-Catherine Est est livrée aux piétons chaque été depuis trois ans et la rue Saint-Paul a emboîté le pas l'an dernier. Ce sera bientôt au tour d'un tronçon de la rue Ottawa, puis de la rue Clark, dans le quartier chinois, d'interdire la circulation automobile pour la saison estivale.

Le Devoir

www.artisan-du-store.ca

*50%

de rabais ou
installation gratuite

Stores sur mesures

*Bois ou PVC

Horizontaux ou Verticaux
couleurs et teintes à votre choix

OPAQUES ou SOLAIRES

- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Persiennes

INSTALLATION GRATUITE

L'Artisan
du StoreService à domicile
GRATUIT

Fabriqué au Québec

Région de Montréal

514 231-8677

Laval et Rive-Nord

450 627-3716

Longueuil et rive-sud

450 445-9829

Région de Trois-Rivières

819 696-8677

Région de Québec

418 654-8677

Décoration
Claude
Bouchard2362, Beauvilliers E,
Montréal (Qc)

La science à l'opéra



Avec la participation de:

Caroline Boudoux, Département de génie physique, École polytechnique

Luc Mongeau, Département de génie mécanique, Université McGill

Isabelle Peretz, Département de psychologie, Université de Montréal

Pierre Rancourt, baryton, Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal

Suzanne Rigden, soprano, Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal

Animé par Claude Webster, chef de chant principal, Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal

En collaboration avec l'Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal, le Cœur des sciences vous invite à découvrir les mystères de la voix humaine chantée et surtout comprendre toute la science qui se cache derrière.

Cette activité est organisée avec le soutien de la Conférence des élus de Montréal dans le cadre du Festival Euréka!

Mercredi 9 juin à 19h

GRATUIT | RÉSERVATIONS REQUISES : www.coeurdessciences.uqam.ca

Amphithéâtre (SH-2800) du pavillon Sherbrooke de l'UQAM

200, rue Sherbrooke Ouest

Métro Place-des-Arts

CRÉ
de Montréal
Conférence régionale des élus

LE DEVOIR

OPÉRA
DE MONTRÉALFESTIVAL
EURÉKA!JOIGNEZ-VOUS À NOUS POUR LE PROJET MÉMOIRE:
HISTOIRES DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALEPartagez vos histoires! Apportez vos photos, lettres,
et souvenirs personnels pour qu'ils soient documentés sur place.Jeudi 3 juin,
de 10h00 à 14h00Hôtel Château Laurier
Salon du Jardin

1220 place George V Ouest, Québec, Québec

Le dîner et des rafraîchissements seront servis.

Le samedi 5 juin 2010,
de 10h00 à 14h00Manège Militaire de Lévis
Musée du Régiment de La Chaudière

10 rue de l'Arsenal, Lévis, Québec

Le dîner et des rafraîchissements seront servis.

RSVP par courriel: memoire@historica-dominion.ca

Ou par téléphone au numéro sans-frais: 1-866-701-1867 ext. 246

Le Projet Mémoire offre à chaque ancien(ne) combattant(e) de la Deuxième Guerre mondiale la chance de partager son histoire et ses objets de souvenirs avec tous les Canadiens à travers de vastes archives numériques disponibles en ligne.

Pour plus d'information: WWW.LEPROJETMEMOIRE.COM

PARTICIPEZ À LA CRÉATION D'UN HÉRITAGE!

Canadian
HeritagePatrimoine
canadien

ACTUALITÉS

ABEILLES

SUITE DE LA PAGE 1

tue pas nécessairement les abeilles. Par contre, l'ingestion de ces toxiques, y compris ceux des plantes OGM qui contiennent des insecticides, pourrait les affaiblir et les rendre moins résistantes.

«L'agriculture veut aujourd'hui un champ propre», explique Christian Macle, alors que c'est une pratique destructrice pour les abeilles, et donc pour l'agriculture.»

La liste des pratiques destructrices pour les ruches — que les agriculteurs louent pourtant 110 \$ la pièce pour trois semaines — est longue, dit-il. On épand des herbicides sous les pommiers, pensant diriger davantage les abeilles vers les fleurs de l'arbre alors qu'on réduit leur table alimentaire. Les monocultures arrosées de pesticides sont propres, mais intoxiquent les abeilles et n'offrent plus la diversité de plantes sauvages nécessaires à une diète variée.

«On a fait disparaître des pacages et pâturages le trèfle blanc qui s'y implantaient naturellement, poursuit Christian Macle. On coupe les foins avant maturité. La luzerne est aussi coupée trop tôt. Les champs ne fleurissent plus. Les abeilles ont tout juste les bordures de champs et les bords de chemins. Elles peuvent à peine compter sur les bandes riveraines et les talus naturels, qui disparaissent systématiquement pour agrandir les cultures. On enterre même les fossés de ligne pour ne pas avoir à respecter la bande riveraine pourtant riche en fleurs sauvages.»

«Il faudrait modifier beaucoup de choses pour mieux coordonner le travail des abeilles et des pollinisateurs sauvages, explique Domingo de Oliveira, un spécialiste des pollinisateurs qui enseignait à l'UQAM avant de prendre sa retraite. Il n'est pas facile de vendre l'idée au milieu agricole qu'il doit participer à la protection de l'abeille parce qu'il en dépend pour une grande part. Ça viendra peut-être, car il y a une évolution: la preuve, dans les années 1980, personne ne payait pour polliniser ses champs... Devant le déclin des insectes pollinisateurs — et l'abeille n'est pas le seul, car ces problèmes frappent aussi les bourdons et d'autres insectes —, l'abeille devient maintenant de plus en plus essentielle pour l'agriculture mondiale.»

Un cocktail de causes

Aux États-Unis, en 2005 on comptait 2,5 millions de ruches, dont certaines abeilles franchissent plus de 35 000 km par an pour aller pollini-

ser des cultures aux quatre coins du pays. Mais en 2007, le «syndrome de l'effondrement des ruches», le SER, a réduit leur nombre à 900 000. L'Espagne perdait en 2006 la moitié de ses ruches. Et en Europe, les pertes ont atteint 90 % dans certains pays à cause de ce syndrome, toujours relativement inexpliqué, même si on sait que les parasites y contribuent pour beaucoup.

Mais ce qu'on ne sait pas vraiment, précise Domingo de Oliveira, c'est si les parasites frappent fort parce que les insectes sont faibles à cause d'autres facteurs. Ou si c'est l'inverse.

On est devant un «cocktail de causes», dit-il, dont notamment la malnutrition causée par un déclin généralisé de la biodiversité en milieu agricole et le remplacement d'espèces nourricières comme l'ancien colza au profit du canola. Aux pesticides qui tuent parfois des ruches entières en quelques heures, s'ajoutent les déficiences immunitaires possiblement attribuables à l'absorption de pesticides chimiques ou d'OGM, aux abus d'antibio-

tiques dans les ruches, au transport trop prolongé des ruches sur de longues distances, voire aux ondes électromagnétiques qui pourraient désorienter les butineuses.

Les biologistes Chagnon et de Oliveira sont d'accord: on est fort probablement devant «l'effet combiné de plusieurs facteurs», qui vont varier d'un pays à l'autre mais qui aboutissent au même résultat. Et ce résultat, souligne Christian Macle, c'est aussi une fragilisation croissante de l'espèce, qui demeure le dernier rempart de la pollinisation si essentielle pour l'alimentation des humains. Au point d'ailleurs «qu'on se demande si l'abeille survivrait aujourd'hui sans le soutien des humains», renchérit le biologiste Chagnon.

C'est pourquoi on a fait du 29 mai la Journée internationale de l'abeille, cette gardienne de la biodiversité qui est à sa façon une sentinelle de l'environnement. Comme l'ancien canari des mines.

Le Devoir

Une affaire de milliards

Rien ne vaut l'émergence d'un problème comme le syndrome d'effondrement des ruches (SER) pour mobiliser les esprits autour de la valeur économique de l'abeille.

On rapporte — mais ce n'est pas confirmé — qu'Einstein aurait dit que «si l'abeille disparaissait, l'homme n'aurait plus que quatre ans à vivre».

L'auteur de cette phrase pensait sans doute au fait que 35 % du «volume des aliments» consommés par les humains dépend du mécanisme de pollinisation, dont principalement de l'abeille, en raison du déclin, voire de la disparition de nombreux autres pollinisateurs sauvages. Une autre étude de l'Institut national de recherche agricole (INRA) de France a établi que 75 % des différentes «cultures agricoles» dépendent des mêmes pollinisateurs. Et la beauté du monde en dépend aussi pour beaucoup, car 80 % des plantes à fleurs dépendent de ces butineuses impénitentes.

En Europe, selon une compilation d'Andrew Pettigrew, un agronome du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), on évalue à 153 milliards la productivité agricole qui dépend des pollinisateurs, dont principalement l'abeille. Ce montant représenterait, selon lui, le dixième de la valeur totale à l'échelle de la planète. Aux États-Unis, où une centaine d'espèces de plantes commer-

ciales dépendent des pollinisateurs, les abeilles seraient responsables d'un gain de productivité de 15 milliards et au Canada, de 1,7 milliard.

Au Québec, la valeur de la contribution des abeilles à l'activité économique atteignait globalement près de 98 millions en 2008, dont 86 millions environ pour la seule valeur ajoutée à la production agricole attribuable à ces insectes.

Si on s'en tient aux bénéfices directs de l'apiculture, cette petite industrie, qui compte 376 producteurs «enregistrés» — auxquels s'ajoute un nombre indéterminé d'amateurs et de tout petits producteurs artisans —, générerait en 2008 des ventes de miel d'une valeur de 8,5 millions. Les activités de pollinisation des vergers et cultures agricoles ou encore des bleuettières génèrent de leur côté en 2008 des transactions d'une valeur de 2,8 millions, soit plus du double du 1,3 million comptabilisé annuellement vers 2002. Ce chiffre illustre bien l'intérêt croissant du milieu agricole pour le soutien des apiculteurs, dont le travail compense la perte des pollinisateurs sauvages. La troisième activité la plus payante de ce secteur était la vente des reines, ce qui générerait des ventes totales d'un quart de million de dollars annuellement.

Louis-Gilles Francœur

MULTICULTURALISME

SUITE DE LA PAGE 1

sont d'origine des plus diverses. Ce phénomène de peuplement des banlieues par de petites «poches» de minorités visibles n'est pas unique à Vaughan et encore moins à la grande région de Toronto. Il est également observé dans de grandes villes nord-américaines, notamment Los Angeles.

Selon un calcul fait à partir des données du recensement de 2001 de Statistique Canada, on dénombrerait 6 «enclaves ethniques» au pays en 1981, tandis qu'il y en avait à cette date plus de 254. De ce nombre, 135 se trouvent à Toronto, 111 à Vancouver et 8 à Montréal.

Peu préoccupé par la cohésion sociale dans sa banlieue, qui, selon lui, va de soi, Mario Ferri explique ce qui régit son modèle de développement qui sonne un peu comme un slogan: «Ouvrez les portes de Vaughan et vous verrez le monde». «Bien sûr, on a des plans qui déterminent sur quelles terres il est permis de bâtir. [...] Mais on est toujours très accommodants. On croit qu'il y a de l'espace pour tous et que la diversité est notre richesse. Ces gens-là contribuent à embellir les lieux et ils amènent avec eux des traditions et des pratiques à partager», soutient-il.

La plupart des résidents ont fui la Ville reine pour venir profiter des grâces de la banlieue. Parmi eux, des Russes, des Latino-Américains, des gens de l'Asie du Sud, des Pakistanais et des Italiens, ces derniers représentant à eux seuls environ 45 % de la population des lieux. «À Vaughan, on est en train de bâtir l'un des plus grands projets de la communauté juive du Canada. Les juifs ont acheté 40 acres et ont construit un centre communautaire, des écoles, un centre de santé et des maisons pour personnes âgées», souligne M. Ferri.

Opération de charme ahmadie

La communauté ahmadie a elle aussi son grand projet aux accents communautaristes. Les affaires vont plutôt rondement pour cette communauté qui, ayant essaimé dans 195 pays du monde parce que persécutée puis chassée de son Pakistan d'origine par des divergences de croyances sur l'islam, a abouti en sol canadien. Les membres de communauté ahmadie de l'Ontario vivaient un peu partout sur le territoire avant de poser leurs pénates à Maple. «Ça devenait intéressant. On avait soudainement l'occasion de vivre à côté de notre mosquée», a dit Lal Khan Malik, président de la communauté musulmane ahmadiyya du Canada. Acre par acre, les Ahmadis ont racheté les terrains et les maisons autour après avoir demandé au promoteur d'y faire quelques modifications, notamment pour séparer plus aisément les hommes et les femmes. «C'est un sentiment tout à fait normal et naturel que de vouloir se regrouper entre personnes qui ont les mêmes antécédents. [...] On ne devrait pas avoir peur de la non-assimilation. On travaille,

voyage et interagit avec la société canadienne.»

«Il n'y a absolument aucune restriction pour quelqu'un qui n'est pas de notre communauté et qui voudrait vivre ici», a insisté M. Malik, l'air toujours aussi médusé lorsqu'on lui pose la question.

C'est que depuis quelque temps, cette enclave musulmane dérange. Alors que la municipalité de Vaughan met tout en œuvre pour faciliter la vie de ses habitants, d'autres s'inquiètent de son caractère exclusif. Venus de France, d'Allemagne et de partout au Canada, les médias ont fait leurs choux gras de ce «cas emblématique» de la doctrine multiculturaliste «au pays des caribous».

Échaudée, la communauté semble être passée plus sérieusement en mode séduction, question de s'assurer que plus personne ne la confonde avec une quelconque communauté appartenant à une frange intégriste de l'islam. «On est surpris de voir des réticences à notre égard. C'est la même chose que les Grecs de Toronto, ils sont des maisons, des restaurants... Les Chinois aussi», a dit M. Malik en insistant sur le caractère pacifiste et ouvert de la communauté.

Vrai, par contre, que les femmes portent le hidjab et dans certains cas la burqa — un choix, disent-elles de leur propre aveu. Vrai aussi que la vie est organisée en fonction de la prière cinq fois par jour, à faire autant que possible à la mosquée. Les mariages sont souvent arrangés entre les familles, le plus souvent Pakistanaïses d'origine et, bien sûr, ahmadiïes. Mais il serait tout aussi indu de passer sous silence le fait que les portes de la mosquée sont ouvertes à tous, que la journaliste du Devoir a pu y entrer sans voile et a eu le droit de visiter l'endroit dans ses moindres recoins, de l'extrémité du minaret jusqu'au sous-sol. Toujours prompts aux échanges constructifs, la plupart des Ahmadis de Maple ont répondu patiemment à toutes les questions qui leur étaient posées. «On a l'habitude», note Tanya Khan, jeune mère de famille et enseignante. «On organise des visites de notre mosquée pour des groupes et descoles.»

Depuis plusieurs mois, la communauté ahmadie s'est unie aux autres habitants de Vaughan pour organiser «Run for Vaughan», un événement qui aura lieu demain et qui vise à amasser des fonds pour la construction d'un hôpital qui fait cruellement défaut dans cette municipalité. N'y a-t-il pas la exprimée la volonté d'un meilleur vivre-ensemble?

Une minorité de plus en plus visible

Il n'y a rien dans la littérature scientifique qui parle de l'inclination à coopérer des groupes ethniques selon qu'ils partagent le territoire avec d'autres groupes de minorités visibles ou des Canadiens d'origine, constate Keith Banting, directeur de la Chaire de recherche en politiques publiques de l'Université de Queen's. «Mais il y a un sondage majeur qui conclut que les communautés de minorités ne sont pas moins enclines à s'impliquer dans l'action communautaire et la recherche du bien commun», a-t-il soutenu.

La cohésion sociale est tributaire du bien-être

de la communauté d'accueil, mais aussi de celle des nouveaux arrivants, qui doivent pouvoir s'intégrer socialement et économiquement. Or, bien que ces conditions ne soient pas toutes remplies, les relations semblent plutôt bonnes, admet M. Banting. «C'est de la magie ou quoi?» Un chercheur suédois séduit par le «modèle canadien» lui avait posé la question lors d'un colloque. «Je ne savais pas quoi répondre. J'imagine que c'est l'interaction qui existe entre les groupes». Le temps y est pour beaucoup, fait-il remarquer en citant les enquêtes majeures qu'a réalisées sur le sujet le sociologue et spécialiste de l'immigration et des études ethniques, Jeffrey Reitz. Ainsi, un groupe ou un individu au pays depuis longtemps capterait mieux l'essence des valeurs canadiennes.

M. Banting reconnaît que, fort heureusement, le repli identitaire qui, comme le suggère la thèse du politologue américain Robert Putnam, pourrait contribuer à la désintégration du tissu social dans un contexte d'hétérogénéité ethnique, n'existe pas au Canada. «La peur qu'ont les Européens, cette crainte que nous soyons en train de construire des sociétés parallèles, n'existe pas ici. Les indicateurs d'intégration, notamment celui de l'acquisition d'une langue, nous montrent que les immigrants s'intègrent, même dans les enclaves», analyse-t-il.

Des sondages menés auprès des minorités visibles ont montré, à sa grande surprise, qu'ils ne s'opposaient pas davantage que les Canadiens d'origine au mariage gai. «Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont tous pour. Ils étaient divisés sur la question comme le sont le reste des Canadiens», a-t-il avancé. Des enquêtes du sociologue Jeffrey Reitz ont également montré que les immigrants installés depuis longtemps n'avaient pas moins le sentiment d'appartenance au Canada que des Canadiens d'origine.

Avant de pouvoir s'installer en banlieue et de s'acheter une propriété, certains immigrants ont vécu un purgatoire dans un milieu urbain plus instable et plus diversifié en terme de mixité raciale. L'idée de ces familles devenues plus à l'aise financièrement et qui choisissent volontairement la banlieue peut-elle expliquer le climat pacifique qui y règne? Keith Banting n'ose pas l'affirmer, mais il remarque qu'une certaine réussite économique et sociale permet effectivement à des groupes de pouvoir se concentrer dans les banlieues et d'y vivre dans une relative harmonie.

Par contre, le politologue reconnaît l'existence de «soubresauts collectifs», notamment lorsqu'il a été question de reconnaître les tribunaux de la charia. Et sans qu'il n'y ait, à proprement parler, de débats sur le port du voile ou du kirpan, le malaise persiste. Certains ne parviennent pas à voir une saine intégration dans ce qui a l'apparence d'un repli identitaire. «Le Canadien descendant européen blanc appartient certes à une majorité raciale, mais en termes ethniques, il est minoritaire. Ce pays en est un de minorités ethniques», a-t-il avancé. Devant ce constat, reste plus qu'à trouver les meilleures avenues pour organiser ce vivre-ensemble.

Le Devoir

SÉCURITÉ

En 1995, les conservateurs avaient reproché aux libéraux alors au pouvoir d'avoir consacré 8,1 millions pour rénover un site d'Halifax

SUITE DE LA PAGE 1

femmes et de jeunes enfants. La part du Canada serait de 1,4 milliard de dollars sur cinq ans, soit environ 300 millions par année. «La sécurité de ce sommet nous coûtera à elle seule un milliard de dollars, a rappelé M. Dewar. Verrons-nous des sommes similaires pour sauver la vie de femmes et d'enfants?»

Le Bloc québécois a dit appuyer les revendications du NPD, mais insiste pour que l'avortement soit inclus dans le panier de services financés à l'étranger. Un demi-million de femmes meurt chaque année pendant leur grossesse ou l'accouchement. Les experts estiment que 13 % de ces décès (70 000) sont dus à des avortements amateurs.

La critique s'amplifie

L'absence d'engagement financier envers les enjeux de fond est d'autant plus mise en évidence que la facture des mesures de sécurité déployées à Hunstville et Toronto a été, elle, révélée et elle suscite la controverse.

D'ailleurs, la vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, a décidé d'ouvrir une enquête, comme le lui avaient demandé le NPD et le Parti libéral du Canada.

«Notre bureau devra attendre la fin des sommets pour faire le travail. Nous ne pouvons cependant pas confirmer pour l'instant quel genre de travail nous effectuerons», a dit au Devoir le porte-parole de Mme Fraser, Ghislain Desjardins. Il ajoute que la vérificatrice générale «considère qu'un milliard de dollars est un montant considérable», même si les coûts de ce type d'événements sont généralement élevés. Le budget annuel total du gouvernement fédéral sera de 281 milliards cette année.

Les comparaisons avec d'importants sommets antérieurs continuent de susciter des questions. Par exemple, le sommet des Amériques, qui a paralysé la ville de Québec en 2001 avec son imposant périmètre de sécurité, a coûté près de 75 millions de dollars aux quatre corps policiers chargés de la sécurité de la trentaine de chefs d'Etat. La sécurité du sommet de la Francophonie de 2008 à Québec a coûté 30 millions, celle du sommet du G20 d'avril 2009, à Londres (ville qui a connu des attentats terroristes), a coûté 30 millions de dollars, celle du G8 de Kananaskis (Alberta), 190 millions, et celle des Jeux olympiques de Vancouver, qui ont duré 17 jours, 900 millions.

Loin, loin, cher, cher

Les partis d'opposition estiment qu'une partie des coûts prohibitifs s'explique par le fait que le gouvernement conservateur s'est entêté à tenir son sommet du G8 dans la petite ville de Huntsville, où tout doit être construit, dont les baraquements des policiers. Or, en 1995, Jason Kenney avait reproché aux libéraux alors au pouvoir d'avoir consacré 8,1 millions de dollars pour rénover un site d'Halifax certes bucolique, mais mal équipé pour accueillir les chefs du G7.

«Je suis certain qu'il y a des centres de conférences disponibles dans ce coin du monde et ailleurs au Canada qui auraient pu accueillir cet événement sans qu'on ait à dépenser des millions de dollars pour les mettre à niveau», avait déclaré M. Kenney, alors président de la Canadian Taxpayers Federation et aujourd'hui ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Mardi, les documents budgétaires du gouvernement ont révélé que la facture pour assurer la sécurité des deux sommets est passée de 179 à 833 millions de dollars. Le gouvernement affirme que la facture totale atteindra 930 millions, ce qui en fera les plus coûteux de l'histoire du Canada.

Le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, a lui aussi décidé de se pencher sur cette facture. Par contre, il prévient qu'il aura besoin de la coopération du gouvernement pour faire un véritable travail, puisque dans le passé, ce dernier a refusé de lui ouvrir tous ses livres comptables. «On va avoir besoin de toutes les informations dans un délai raisonnable», a-t-il dit. M. Page fera une comparaison du coût de la sécurité avec d'autres sommets tenus dans le monde.

Le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, qui fait face à un barrage de questions sur le sujet depuis le début de la semaine, a dit bien accueillir la vérification de M. Page. Le gouvernement Harper affirme qu'assurer la sécurité de deux sommets consécutifs (un fait sans précédent), dans deux villes bien différentes, fait grimper la facture. Vic Toews affirme que le calcul et la planification ont été faits par des experts.

Le ministre soutient que la sécurité a dû être renforcée après l'attentat commis la semaine dernière par un groupe anarchiste dans une banque du centre-ville d'Ottawa. «C'est un bon exemple de la préparation qu'on doit faire devant la violence, notamment terroriste, qui menace notre sécurité», a-t-il dit.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jeanne de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390